



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

17/09/2023

Rapport au Comité National du 16 septembre 2023

- La situation économique, sociale et politique à cette rentrée
- La situation internationale
- La mise en œuvre des décisions du congrès

La situation économique, sociale et politique à cette rentrée

C'est donc le 1^{er} septembre que la réforme des retraites portant l'âge de départ à 64 ans et allongeant la durée de cotisation est entrée en vigueur. À cette occasion notons que l'unité syndicale qui avait prévalu dans la lutte n'a pas été au rendez-vous lors du vote au conseil d'administration de la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse (CNAV). Ainsi, tous les décrets d'application ont été présentés pour avis au conseil d'administration de la CNAV et approuvés par 13 voix (les représentants patronaux) contre 5 (CGT 3 voix et CGC 2 voix) tandis que CFDT, FO, CFTC et UNSA (9 voix) ont pris acte, autant dire qu'ils ont donné un avis favorable alors que les organisations syndicales étaient majoritaires au sein de la commission! Il n'y a là rien d'étonnant à cette volonté de déclarer que la lutte est terminée du point de vue de ces organisations et que nous sommes rentrés dans une séquence où le *dialogue social*, c'est à dire la collaboration de classe doit reprendre tous ces droits.

La formalisation par les décrets de la réforme des retraites marque donc la fin d'une séquence de luttes populaires inédites depuis de nombreuses années mais qui n'ont pas permis de mettre en échec le pouvoir. La lutte des classes en est-elle terminée pour autant ? Ce n'est évidemment pas notre point de vue, cependant cela nous amène à un regard critique sur cette période. Ce devoir d'analyse est nécessaire pour comprendre quels furent les obstacles objectifs et subjectifs qui n'ont pas permis d'aller au-delà du rapport de force que nous avons connu. Sans cette analyse que nous devons discuter avec les salariés et en particulier ceux qui ont mené le combat, nous serions relativement désarmés devant les nouvelles attaques qui se préparent de la part du patronat et du pouvoir. De ce point de vue, nous avons publié sur le site^[1] des éléments de réflexions que notre CN se devra d'approfondir. Citons-en un extrait important :

" L'intersyndicale a refusé de construire la grève durable et le blocage du pays.

L'intersyndicale s'en est tenue à sa stratégie dont tout le monde savait qu'elle ne pourrait pas être gagnante. Malgré le slogan « mettre le pays à l'arrêt », mis en avant pour le 7 mars, elle est restée l'arme au pied. Seules cinq fédérations de la CGT, les fédérations de cheminots, des ports et docks, de l'énergie, de la chimie et du verre et les syndicats des travailleurs des déchets (essentiellement la CGT) se sont attelées au travail de construction de l'arrêt de la production ou des services. A aucun moment les dirigeants de l'intersyndicale n'ont envisagé que le seul moyen de gagner était de faire perdre plus d'argent aux capitalistes que ce que la mesure allait leur rapporter, de les "taper au portefeuille". Ce langage de lutte des classes leur est totalement étranger. Au contraire, on a une nouvelle fois glosé sur la difficulté de la grève, en termes financiers, histoire de bien mettre des hésitations dans la tête des salariés. Et la CFDT a bien claironné qu'elle ne voulait pas bloquer l'économie. Enfin, l'intersyndicale en tant que telle n'a jamais rien dit contre les réquisitions de raffineurs."

La nouvelle dirigeante de la CFDT a, sans surprise, réaffirmé combien la CFDT s'inscrivait dans la perspective de la collaboration de classe. Si elle s'est dite toujours déterminée à obtenir des améliorations pour les droits des travailleurs ; elle affirme que c'est en discutant avec les interlocuteurs privilégiés que sont les employeurs et non par les luttes. Je la cite : " c'est avec eux [les patrons] qu'il faut négocier pour tenter d'obtenir un compromis..."

En tous les cas ce n'est pas par des grèves qui bloquent l'économie, qui s'attaquent aux profits, aux dividendes des actionnaires qu'on arrivera à des compromis" et d'ajouter " Je ne sais pas ce qu'on en tête ceux qui affirment qu'il n'y a que les arrêts de travail qui fonctionnent. C'est un fantasme, une pure vue de l'esprit ". Le pouvoir et le patronat qui n'avaient qu'une hâte, celle d'en finir avec les luttes sociales et tout particulièrement la longue séquence de la lutte contre la réforme des retraites sont satisfaits, ils vont pouvoir continuer et amplifier les attaques systématiques et programmées contre toutes les avancées sociales que les travailleurs ont imposées au capital durant des décennies et que méthodiquement tous les gouvernements détricotent suivant en cela la doctrine patronale qu'avait clairement exprimé l'un des leurs, D. Kessler en 2007 dans la revue Challenges : " Le modèle social français est le pur produit du Conseil national de la Résistance. Un compromis entre gaullistes et communistes. Il est grand temps de le réformer, et le gouvernement s'y emploie.

Les annonces successives des différentes réformes par le gouvernement peuvent donner une impression de patchwork, tant elles paraissent variées, d'importance inégale, et de portées diverses : statut de la fonction publique, régimes spéciaux de retraite, refonte de la Sécurité sociale, paritarisme...

À y regarder de plus près, on constate qu'il y a une profonde unité à ce programme ambitieux. La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance !"

C'est bien dans cette voie que poursuit inlassablement le pouvoir : réforme de l'assurance chômage, du RSA, liquidation des services publics, y compris l'école aujourd'hui... dans le même temps, l'inflation due à la guerre en Ukraine et à l'explosion des profits, fait chuter la valeur réelle des salaires et des pensions tandis que la fiscalité augmente avec pour résultats de plonger dans la misère des millions de familles.

Cette année, **plus de 170 millions de repas gratuits ont déjà été servis** par les restos du cœur " *Les chiffres cette année sont encore en aggravation avec 35 % de repas supplémentaires servis par rapport à l'an dernier* ", a indiqué l'association. Bernard Arnault, une des premières fortunes mondiales, estimée à 170 milliards d'€, a fait savoir à la presse qu'il va faire un don de 10 millions d'euros aux Restos du Cœur : un de ses enfants a même rendu visite aux Restos s'affichant avec la ministre Aurore Bergé déclarant : " **C'est ensemble, unis que notre pays est plus fraternel** ". Bernard Arnault, l'homme d'affaires paye 2 % d'impôts en France, ne paie pas d'ISF. Ils sont à vomir ces grands bourgeois et leurs valets. Il faut les exproprier.

Dans le même temps, les bénéficiaires des entreprises du CAC 40 s'envolent titrait " *la tribune* " et elle notait : " *LVMH, Michelin et bien sûr Stellantis. Portés par les hausses de prix, les bénéficiaires nets cumulés des entreprises du CAC 40 s'élèvent déjà à plus de 71 milliards d'euros au premier semestre 2023* » (64 milliards d'euros en 2022, " *une progression de 11% sur un an les 33 entreprises de l'indice vedette de la Bourse de Paris* ".... " *Le chiffre d'affaires global semestriel de ces 33 groupes ayant publié leurs comptes semestriels dépasse d'ores et déjà les 750 milliards d'euros, soit une hausse 4% par rapport la même période de 2022* ".

Le patronat et le pouvoir ont un besoin impérieux, si ce n'est de la paix sociale difficile à obtenir dans un contexte aussi difficile pour les travailleurs, en tout cas à minima d'une collaboration avec les organisations qui les représentent.

Les conditions objectives dans lesquelles se meut le capitalisme en France comme ailleurs sont celles d'une concurrence acharnée entre les monopoles et leurs États impérialistes.

Le capitalisme en France n'y échappe pas avec une concurrence aggravée par la course au capitalisme vert et aux nouvelles technologies, qui demandent des adaptations des appareils de production et une intervention massive de l'État au détriment des salariés. Cette concurrence impose aussi de renforcer le complexe militaro-industriel français avec l'augmentation de 40 % de la nouvelle Loi de Programmation Militaire (413 milliards d'euros). La politique de la France impérialiste contre les droits des travailleurs en France et ses interventions à l'étranger ne peuvent pas être comprises en dehors de la stratégie de ses monopoles.

Pour s'assurer de sa domination dans une période aussi aiguë de la lutte des classes, le patronat et le pouvoir usent de deux leviers complémentaires : le dialogue social et la répression.

Dans le domaine du dialogue, il faut noter les tentatives du pouvoir au plus haut niveau de faire participer tous les partis politiques ayant des représentants au parlement et au sénat et de les intégrer dans un dispositif de collaboration au nom bien entendu de l'intérêt commun, celui qui lierait patrons et salariés face à des problèmes communs. Aucun des partis concernés n'a refusé cette démarche, laissant au fond entendre que l'on pourrait travailler entre gens de bonne compagnie. Dans le même temps, patronat et pouvoir manient la matraque pour signifier que ceux qui s'opposent à la loi d'airain du capital sont des voyous et des terroristes. Si des centaines de militants, on parle de 400 chez EDF et plus de 1.000 en général, sont aujourd'hui poursuivis c'est bien pour briser l'esprit de résistance de tous ceux qui se battent sur le terrain de la lutte des classes et refusent les diktats

patronaux et du pouvoir. Il est fondamental que notre parti éclaire le sens de cette bataille contre la répression et s'exprime, comme il l'a fait le 6 septembre à Montmorency, pour soutenir le secrétaire général de la FNME-CGT et membre du bureau confédéral de la CGT, son soutien actif aux militants ouvriers menacés et poursuivis.

Plus que jamais à cette rentrée ce qui est à l'ordre du jour c'est la lutte des classes sociales et politique son organisation et son développement.

C'est d'autant plus vrai que la situation économique et sociale ne va connaître, pour les salariés, et bien au contraire, d'amélioration. Si pendant la bataille des retraites, le tempo institutionnel a été le guide des initiatives d'une intersyndicale dominée par la CFDT, l'expérience montre que cette voie est une impasse, il faut au contraire une stratégie offensive faisant de la construction du rapport de force dans les entreprises et les services le point d'appui de la lutte. L'antagonisme entre capital et travail n'a jamais été aussi clairement établi. La vie démontre que l'opposition capital-travail est irréductible. Aujourd'hui comme hier, aucun aménagement n'est possible entre exploités et exploités. La lutte des classes est présente partout. Le parti doit donc consacrer son activité à expliquer la nature de la situation, la responsabilité du capitalisme en tant que système d'exploitation du travail salarié, il doit concourir à l'organisation des luttes sociales et à faire grandir la conscience et l'organisation politique de classe. Nous y reviendrons dans le chapitre consacré à l'organisation et le travail du parti.

La situation internationale

La situation internationale est marquée par une intensité accrue des conflits au sein du système impérialiste. Rappelons que notre analyse de fond sur ces questions a fait l'objet d'un BN en 2016^[2] puis de discussions lors de plusieurs CN et de discussions au 9^{ème} congrès qui a enrichi et validé ces orientations. Pour nous, l'impérialisme c'est la forme prise par le capitalisme mondialisé. Ces questions ne peuvent pas être détachées de la réalité nationale pour au moins deux raisons.

Les décisions des monopoles capitalistes le sont à l'échelle internationale et la division du travail entraîne la mise en mouvement des forces productives conjointement dans de nombreux pays. Les chaînes de production de la valeur sont complexes et largement internationalisées.

Les affrontements au sein de l'impérialisme ont pour objet la conquête des sources de matières premières, le contrôle des voies de communications et de la force de travail dans la recherche des marchés et des taux de profits et d'accumulation les plus élevés pour le capital.

Penser que l'on peut s'abstraire de ces réalités est une pure fiction et n'aide en rien à comprendre les enjeux des décisions prises par les multinationales dans leurs stratégies de mise en mouvement du capital.

Depuis le début du conflit ouvert en Ukraine, le mouvement communiste à l'échelle internationale a connu une réelle division dans l'analyse de ce qu'est l'impérialisme aujourd'hui et donc par voie de conséquence dans la lutte politique contre ce dernier.

Pour simplifier sans caricaturer, disons qu'une partie des organisations en partie regroupée sous l'égide de *la plateforme anti impérialiste mondiale* affirment que l'impérialisme ce sont les États-Unis et leurs alliés contre le reste du monde^[3]. Ils identifient ce qu'ils appellent un *Sud Global* qui *de facto* serait anti-impérialiste. Cette conception amène à juger qu'en Ukraine il faut soutenir la Fédération de Russie qui est attaquée par l'OTAN sous la domination des États-Unis et que la Chine est un pays socialiste. Cette analyse conduit à faire des BRICS une tentative de s'opposer à l'impérialisme US. Nous, et des dizaines de partis communistes, ne partageons pas cette analyse^[4]. Pour nous le *concept de monde multipolaire* ne renvoie pas à un monde où l'impérialisme États-Unis serait combattu par un bloc anti-impérialiste mais à un monde où des pays et des blocs capitalistes se concurrencent féroce jusqu'à se faire la guerre comme c'est le cas en Ukraine.

Cette question de l'impérialisme et des divisions qu'elle suscite a amené le Parti Communiste de Grèce à l'origine de l'Initiative Communiste Européenne, lors de la conférence du 9 septembre, a annoncé que le secrétariat de cette initiative y mettait fin^[5]. Citons la déclaration du secrétariat de l'Initiative : " *En même temps, au cours de la téléconférence, les divergences idéologiques et politiques importantes qui sont apparues au fil du temps et qui se sont aggravées depuis le déclenchement de la guerre entre les États-Unis-OTAN-UE et la Russie capitaliste, et qui créent des obstacles insurmontables pour la poursuite du fonctionnement de l'ICE, ont été examinées. Sur cette base, il a été décidé de mettre fin à l'activité et au fonctionnement de l'ICE. Nous sommes convaincus que la vie et le développement de la lutte des classes dans de nombreux pays européens, sur l'ensemble du continent européen, rendront nécessaire, dans la période à venir, une nouvelle forme de coopération entre les partis communistes et ouvriers d'Europe, qui utilisera l'expérience utile acquise au cours des dernières années par l'activité de l'ICE.*"

En réponse à cette décision le Pôle de Renaissance Communistes en France, très actif dans la plate-forme anti-impérialiste a publié un communiqué^[6] condamnant le KKE et appelant à : " *Nous suggérons aux partis membres de l'Initiative qui s'étonnent de cette dissolution brutale de prendre contact avec nous pour réfléchir ensemble à la meilleure manière de continuer le combat international consubstantiel à l'activité communiste sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien et sans opposer le moins du monde l'internationalisme communiste et le développement large du Front anti-impérialiste.*" En clair, le PRCF se place à la tête d'un mouvement visant à structurer au plan européen et international les partis opportunistes qui sont sur ses positions. Nous devons être très attentifs à l'évolution de cette situation, développer l'analyse du parti et nous tenir fermement sur des positions internationalistes de classe en resserrant les liens avec tous les partis qui expriment des analyses convergentes avec les nôtres sur la question de l'impérialisme.

On le voit, c'est un débat important dans la lutte de classe à l'échelle nationale et internationale. Pour notre part c'est sur cette base que nous mettons en œuvre la solidarité internationaliste dans le mouvement communiste. Nous exprimerons ce point de vue, comme nous l'avons décidé au 9^{ème} congrès par des initiatives régionales et une initiative nationale qu'il convient maintenant à ce CN de définir et d'organiser.

La question de la Palestine est de toute première importance et nous soutenons la lutte du peuple palestinien pour ses droits et en particulier le droit à un État et le droit au retour.

L'évolution de la situation depuis les accords d'Oslo doit nous inciter à approfondir notre analyse à ce sujet.

La situation en Palestine ne cesse de se dégrader. Cela doit requérir notre attention. Il est temps pour nous, dans ces circonstances, de réfléchir à notre position. Pour donner les éléments du débat, revenons, en bref, à l'Histoire.

Tant que les pays socialistes existaient, et notamment l'URSS, la position des pays socialistes, progressistes et des partis communistes dans le monde concernant le règlement de la situation en Palestine était simple : retour des réfugiés et création d'un État unique laïque : pas d'État théocratique, pas de citoyens de seconde zone, pas d'apartheid. C'était aussi la position de toutes les organisations palestiniennes, Fatah inclus.

Après la fin de l'URSS, des négociations se sont engagées entre le gouvernement travailliste israélien et la direction de l'OLP sous l'égide de la puissance impérialiste dominante, les USA. Ces différentes rencontres, à Camp David avec Bill Clinton, se sont traduites par les Accords d'Oslo, signés il y a cinquante ans, le 13 septembre 1993 à... Washington.

Dès lors la solution à deux États apparaît comme la bonne pour nombre d'organisations, palestiniennes ou non, et pour nombre de pays. Elle était pourtant biaisée dès le départ : la fin de l'URSS laissait l'OLP sans ce soutien de poids, et il n'a jamais été dans les intentions du premier ministre israélien, Itzhak Rabin qu'il y ait égalité entre les deux "États". L'Autorité Palestinienne, installée le 4 mai 1994, était largement subordonnée à l'État d'Israël. Il s'agissait seulement de donner un os à ronger à l'OLP, et spécialement au Fatah, en créant une sorte d'État associé, comme Porto Rico avec les USA, avec un statut bien plus dépendant.

La première étape de la longue histoire de la solution à deux États, la phase Rabin, se termine entre 1996 et 1999, lorsque achoppent les négociations sur le retour des réfugiés et le statut de Jérusalem, sans oublier l'assassinat du premier ministre en 1995.

La deuxième étape, la phase Sharon, débute après la deuxième Intifada, lors de l'accession d'Ariel Sharon au poste de premier ministre. Elle consiste en deux choses : fixer la capitale d'Israël à Jérusalem et en dégager un maximum d'Arabes israéliens par la technique du bulldozer : on rase la maison, n'en ayant plus les anciens habitants deviennent Palestiniens et sont expulsés en Cisjordanie. La deuxième est de séparer la Cisjordanie et Gaza d'Israël et de laisser les Palestiniens se débrouiller tout seul. Il fait même construire un mur qui les sépare, cesse la colonisation en Cisjordanie et fait démanteler des colonies dans la bande de Gaza. Sharon veut séparer les deux peuples parce qu'il craint en cas d'établissement de l'État sioniste sur l'ensemble du territoire mythique du "Grand Israël", qu'un jour, la démographie aidant, les Palestiniens soient plus nombreux que les Israéliens juifs.

Enfin, on peut distinguer une troisième étape la phase Netanyahu, qui se traduit par la reprise et l'intensification de l'implantation de colonies en Cisjordanie et la ghettoïsation de la Bande de Gaza.

Au stade actuel, on ne peut plus parler de quatrième étape de la solution à deux États. Car Netanyahu et les fascistes qui sont dans son gouvernement ont depuis longtemps abandonné l'idée des deux États pour n'en garder qu'un seul, l'État théocratique sur l'ensemble du Grand Israël, en ghettoïsant aussi les Palestiniens de Cisjordanie, autour de Jénine, d'Hébron et de Ramallah. C'est-à-dire l'apartheid avec les Bantoustans. Et, le droit de tuer le plus possible des Palestiniens, c'est la situation actuelle sous le regard impuissant et irrésolu de l'Autorité Palestinienne qui se contente de conserver l'*ersatz* de pouvoir qu'elle possède encore.

La solution à deux États est donc *de facto* enterrée. Cela pose à notre parti Révolutionnaire une question : continuons-nous à revendiquer quelque chose à quoi personne ne croit ou revenons-nous à la seule position juste : un État unique laïque ? On peut rétorquer que cette position est impossible à obtenir, mais ce n'est pas la bonne façon de raisonner, car l'autre position l'est désormais également. Consacrons donc une partie du débat à cette question.

La mise en œuvre des décisions du congrès

Notre 9^{ème} congrès a permis de clarifier une situation politique créée par la démission en février 2021 d'une partie du secrétariat, à l'exception de la trésorière et de deux camarades C.G. et P.F., à la suite de celle du secrétaire général de l'époque. Préparé démocratiquement, le 9^{ème} congrès a donné au parti, après des débats sérieux et approfondis, des directions BN et CN en capacité de diriger et d'animer la vie du parti. Rappelons, qu'après un débat de fond sur l'analyse de la situation et l'orientation du parti à partir du texte préparatoire élaboré par le CN sortant, le document final, *l'appel du congrès*, a été adopté à l'unanimité^[7], si deux camarades l'ayant voté ont ensuite démissionné, nous devons analyser quelles divergences ils ont ainsi voulu exprimer ? Elles sont fondamentalement au nombre de deux apparues au fur et à mesure des textes qu'ils ont envoyés aux camarades : **La conception du parti révolutionnaire et l'analyse de ce qu'est l'impérialisme**. Aujourd'hui, il s'agit de mettre les choses au clair.

Sur le premier point : **la nature de la lutte des classes et le rôle du parti révolutionnaire, rappelons que la lutte des classes est l'expression du rapport antagonique fondamental entre le capital et le travail**. Les salariés par leur résistance, organisée ou non, à l'exploitation capitaliste défendent en premier lieu leurs intérêts immédiats, ainsi, *de facto*, ils s'opposent au processus d'accaparement par le capital des richesses qu'ils produisent. Si nous en restions là, ces luttes, pour importantes qu'elles soient resteraient cantonnées dans le cadre du système d'exploitation capitaliste. Ce serait oublier qu'**il n'y a pas de classe sans lutte de classe** :

La dimension conflictuelle des rapports d'exploitation, de domination, d'aliénation, des classes antagonistes est **productrice des classes sociales** : Tout conflit, aussi modeste soit-il, manifeste les contradictions d'intérêts entre producteurs et capitalistes. Tout conflit est donc lutte de classe, que les protagonistes en aient conscience ou non. Nous devons ensuite au niveau du parti, analyser chaque conflit, nous pouvons juger que les revendications n'étaient pas à la hauteur, que la stratégie n'était pas la bonne, *etc...* Et nous le faisons par exemple, pour ce qui concerne la dernière grande lutte sur les retraites, mais chaque lutte est un signe de la lutte des classes.

En plus, ces luttes collectives développent des rapports de solidarité, des habitudes d'organisation collective, de conscience d'intérêts communs, de force du collectif.... **C'est un moyen de prendre conscience de soi en tant que classe, de sa force dans les conflits de classe, de la nécessité d'organisations spécifiques**.

En résumé ce n'est que dans et par les luttes de classes que les différentes classes sociales parviennent ou non à se constituer comme classe (ce que les politologues nomment la classe pour soi).

C'est ce qui explique l'existence et la nature de notre résumé éco-social. Son contenu se fait le porteur et l'écho de la lutte des classes dans le pays : notre action, notre analyse doivent s'appuyer sur ces luttes.

Mais, **les luttes ne prennent une dimension révolutionnaire que lorsqu'elles mettent en cause le système capitaliste** lui-même et ce processus ne se développe que par l'existence d'un parti révolutionnaire qui analyse et explique en permanence les raisons profondes, le sens de chaque lutte, de l'exploitation capitaliste et de ses conséquences. Ce n'est donc pas le rôle du parti de décider si les luttes sont à *priori* révolutionnaires ou non, son rôle, c'est d'expliquer en permanence et de mener la bataille politique avec la classe des travailleurs salariés en la constituant en classe révolutionnaire. C'est là notre conception qui s'appuie sur le Marxisme-Léninisme et c'est parce qu'il n'y avait plus en France un tel parti que nous avons créé le parti Révolutionnaire COMMUNISTES en 2002 et que nous allons continuer à nous organiser et nous battre pour le développer dans une perspective de travailler à l'organisation du changement révolutionnaire de la société.

En ce qui concerne l'analyse de l'impérialisme,

Nous l'avons développée lors d'un bureau national en 2016 où elle a été approuvée à l'unanimité^[8]. Depuis, comme nous l'avons déjà dit nous avons enrichi ce travail au cours de nos CN et du congrès. L'impérialisme est la forme moderne du capitalisme mondialisé, tous les pays capitalistes, à des degrés divers liés à leur développement et à leur puissance participent au système impérialiste et en son sein les luttes pour la conquête des ressources naturelles, le contrôle des voies de communications et de la force de travail est si violente qu'elle conduit à un niveau élevé de conflits allant jusqu'à la guerre. C'est ainsi que nous avons analysé les conflits en cours et participé avec des dizaines de partis de par le monde à des expressions communes. Or sur ce point, ceux qui aujourd'hui, anciens dirigeants, critiquent le parti soutiennent qu'au fond, il n'y aurait comme puissance

impérialiste que le bloc des États-Unis et de leurs alliés. Cette position les amène à estimer que, par exemple, les BRICS ont un caractère anti-impérialiste, ce que les faits eux-mêmes contredisent et que la Chine et la Russie sont anti-impérialistes alors qu'ils concourent à la compétition au sein du système impérialiste mondialisé.

Si nous rappelons cela, ce n'est pas pour polémiquer mais pour éclairer le débat sur ces questions fondamentales. Maintenant que le congrès a tranché, nous avons les outils et les directions pour mettre en œuvre notre politique.

Voici les éléments qui sont soumis à la discussion de ce Comité National.

^[1] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/2373-premiers-enseignements-d-un-mouvement-historique>
<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/2377-luttes-contre-la-reforme-des-retraites-une-interview-de-stephane-sirot-historien>

^[2] <https://www.sitecommunistes.org/archives/bn130216rap.html>

^[3] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2234-a-propos-de-la-plate-forme-mondiale-anti-imperialiste>

^[4] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2234-a-propos-de-la-plate-forme-mondiale-anti-imperialiste>

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/amerique-du-sud/2416-quelle-strategie-pour-le-mouvement-ouvrier-international-avec-ce-qui-se-passe-au-venezuela>

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2415-15e-sommet-des-brics-en-afrique-du-sud>

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/monde/monde/2248-ukraine-declaration-commune-des-partis-communistes-et-ouvriers-apres-un-an-de-guerre-imperialiste-en-ukraine>

^[5] <http://fr.kke.gr/fr/articles/Sur-la-fin-de-lactivite-de-lInitiative-Communiste-Europeenne/>

^[6] <https://www.initiative-communiste.fr/articles/europe-capital/nous-refusons-la-dissolution-unilaterale-de-linitiative-des-partis-communistes-et-ouvriers-appel-a-la-reconstruction/>

^[7] <https://www.sitecommunistes.org/index.php/le-parti/congres/2331-appel-du-9eme-congres-du-parti-revolutionnaire-communistes>

^[8] <https://www.sitecommunistes.org/archives/bn130216rap.html>